

ALTER

EGO

www.asso-ego.org

N°62 Été - 2009

Le Journal

de l'association Espoir Goutte d'Or

POLITIQUES ET USAGES DE DROGUES

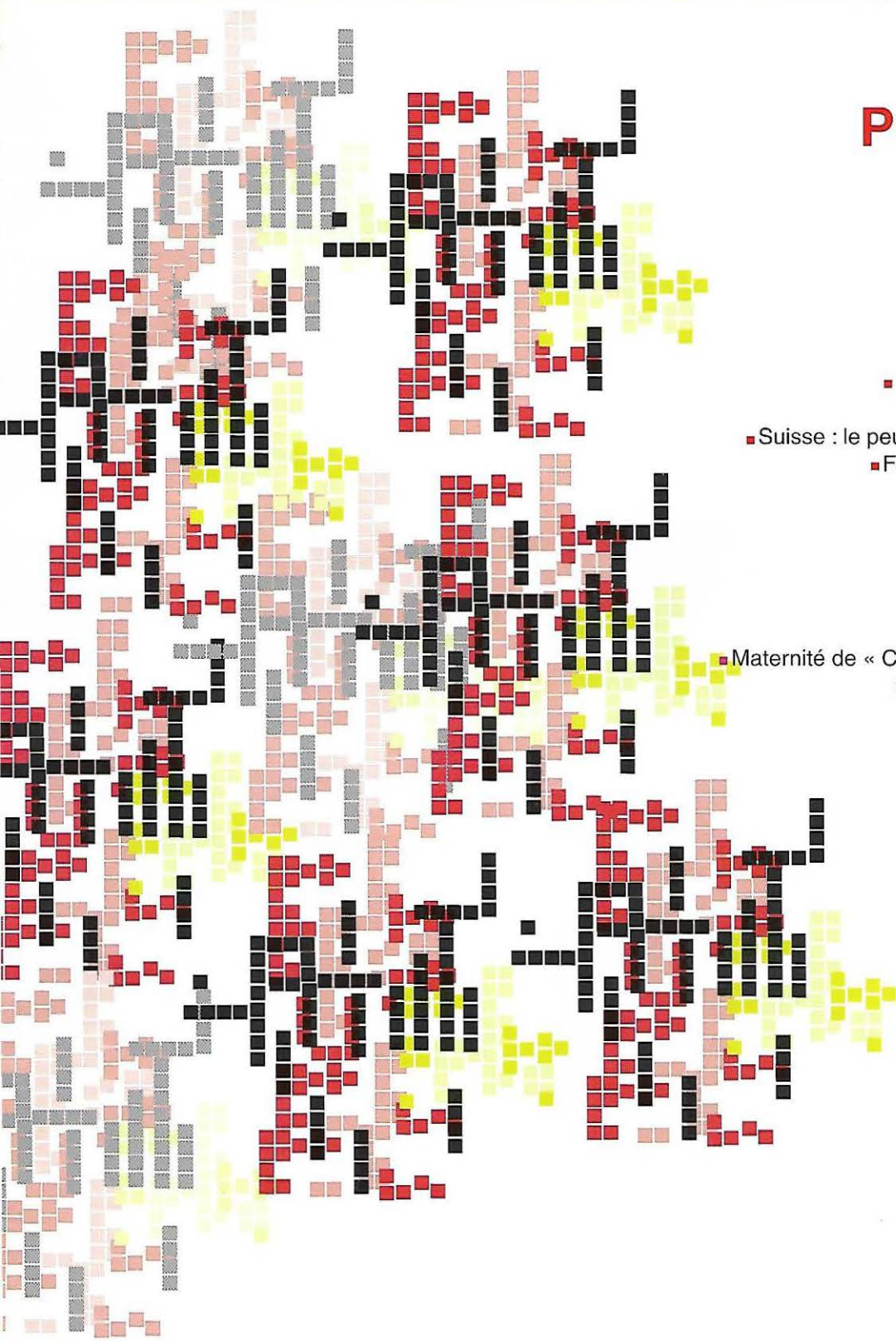
- Prohibition/Légalisation
 - Bangkok : discours de Craig Mc Clure
 - Forum Européen de la société civile
- Suisse : le peuple approuve la politique des drogues
- France : une « salle de Shoot » virtuelle

GROSSESSES, PARENTALITÉ ET ADDICTION

- Maternité de « Cochin-Port Royal -St Vincent de Paul »
- « Horizons » : parentalité et addiction

LA GOUTTE d'OR

- Maurice Goldring
- Lydie Quentin
- « L'Arbre Bleu »
- Hommage à Dominique Tardivel





Une forêt a poussé à la Chapelle

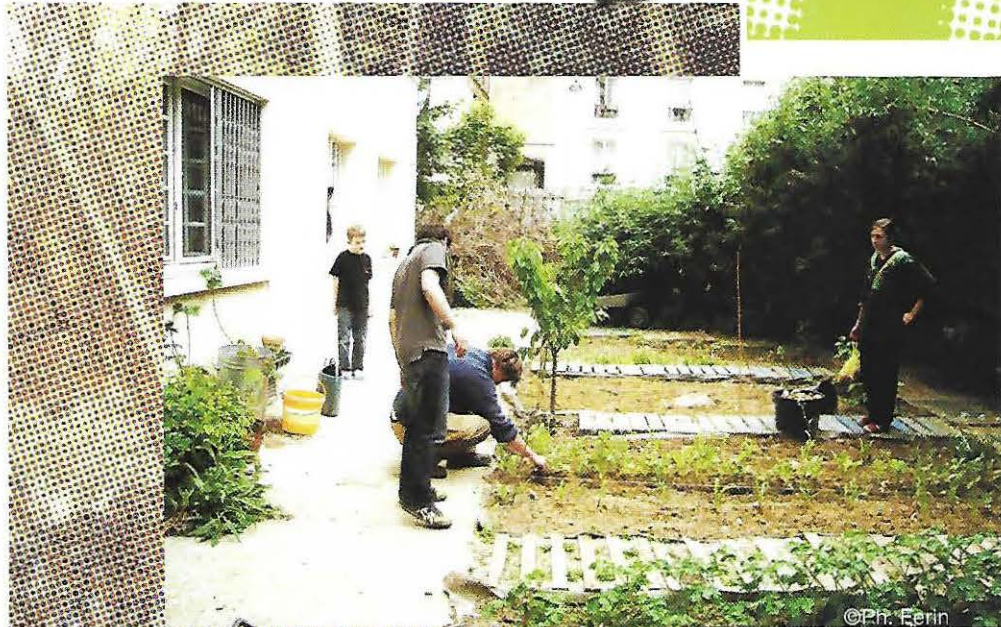
Le Bois Dormoy, c'est un garage abandonné depuis 20 ans à la Goutte d'Or près de la station La Chapelle. Si vous voulez savoir comment serait la ville si on y laissait la nature reprendre son droit, venez au Bois Dormoy. Un jour, des habitants riverains se sont dit : « Pourquoi pas ? On y va ! » Ça fait un an maintenant qu'on a débroussaillé, dégagé de beaux arbres, ramassé des pipes à crack et toutes sortes de trucs... disons urbains.

Ah ! Bien sûr, Il y a un jardin partagé. C'est « la crise » quand même, on peut tout prévoir... On y a planté de l'espoir, des pensées, des patates, des carottes et des navets. On y est tous les dimanches de 17h au coucher du soleil et les mercredi de 19h à pareil. Et oui ! On n'a pas l'électricité...

Ah ! J'oubliais, on y construit un Château, un théâtre et une cabane pour les jours où il pleut trop fort. Alors, vous voyez... On n'a pas fini... D'ailleurs, si ça vous dit de venir participer....

■ Philippe Ferin

«Le Bois Dormoy,
jardin partagé
de la cité de la Chapelle»
43, rue Marx Dormoy,
75018 Paris
0146072196
boisdormoy@yahoo.fr
boisdormoy.blogspot.com



©Ph. Ferin



©Ph. Ferin

Sommaire

Echos d'EGO	Pages
<i>Le Bois Dormoy</i> par P.Ferin	2
<i>Les gens de peu et les gens de rien</i> par J-P.Edwige.....	4
<i>L'atelier d'écriture</i> , par Rose Raguel	5
<i>La Touche d'EGO</i> , Créations des usagers	6-7
[Réduction des Risques]	8 - 9
« Fetez-Clairs » par M. Amaouche	8
<i>Ego a reçu une délégation ministérielle du Laos</i>	9
Femmes usagères de Crack	10 - 13
<i>Maternité de « Cochin-Port Royal - St Vincent de Paul »</i> par F. Corneau et N. Le Bot	10 - 11
« Horizons » : parentalité et addiction propos recueillis par M. Amaouche	12 - 13
DOSSIER	
Politiques et usages de drogues	14 - 20
<i>Le débat sur les drogues s'élargit</i> par M. Amaouche.....	14
<i>Prohibition : le début de la fin?</i> par B. Lebeau	15
<i>Bangkok : Harm Reduction 2009</i> par A. Lalande	16
<i>Forum Européen de la société civile</i> par T. Charlois	17
<i>Une « salle de Shoot » virtuelle à Paris</i> par O. Doubre.....	18-19
<i>Suisse : le peuple approuve la politique des drogues</i> par V. Prats.....	20
Escale à la Goutte d'Or	21-23
<i>Chronique d'un habitant</i> par M. Goldring.....	21
<i>La Goutte d'Or d'aujourd'hui et celle de demain</i> par C. Moynot.....	21
<i>L'arbre bleu</i> par C. Moynot	22
<i>Hommage à D. Tardivel</i> par H. Coinde.....	23
Alter-Ego, le journal	
Directeur de publication : Maurice Goldring	
Coordination de la rédaction : Malika Amaouche	
Conception graphique et maquette : Juliette Six	
Comité de rédaction : Malika Amaouche, Arlette Devouge, Maurice Goldring, Claude Moynot, Juliette Six.	
Secrétariat de rédaction : Arlette Devouge, Maurice Goldring, Noëlle Savignat, Claude Moynot, Magali Freyss	
Illustrations : Cam, Philippe Férin, Usagers d'Ego, Juliette Six	
Imprimerie : DEJAGLMC Parc d'activités Les Doucettes 23, avenue des Morillons 95146 Garges-les-Gonnesse	
Parution : Trimestrielle - 2 000 exemplaires Numéro ISSN : 1770-4715	
Nous contacter : EGO, 6 rue de Clignancourt, 75018 Paris Tél : 01 53 09 99 49 Fax : 01 53 09 99 43 alterego@ego.asso.fr http://www.asso-ego.org	

Édito

Ce mercredi soir, le 24 juin, le groupe de musiciens composé d'usagers de drogues, d'habitants du quartier et de personnels d'EGO, « Les Bolcheviks Anonymes » joue au Centre d'Accueil. Ainsi finit le cycle annuel des réunions hebdomadaires du mercredi soir, au cours desquelles le Conseil de la Vie Sociale exprime son implication dans l'association. Cette année, il a invité, par exemple : Jean Luc Romero, élu de la Région Île de France et président de l'association « Les Élus Contre le Sida », qui nous a apporté son soutien et fait profiter les usagers de ses connaissances. Toujours cette année, dans le même esprit de rencontre, des membres de l'Observatoire International des Prisons (O.I.P.) sont venus échanger avec les usagers leur savoir sur la rétention.

Mais le surlendemain, alors que nous nous apprêtons à rejoindre la 24^e édition de « Goutte d'Or en Fête », nous avons été arrêtés dans notre élan suite au décès d'un jeune habitant du quartier, la fête ne continuera pas.

À EGO, nous sommes aussi en deuil avec l'annonce de la disparition de Samira qui nous a quitté trop brusquement. Pendant toute une après-midi, les usagers ont tenu à rendre hommage à Lubna, Leïla et Samira, trois jeunes usagères, décédées récemment, en écrivant et en lisant les poèmes qui leur ont été dédiés (voir p. 7).

Dans ce numéro 62, nous consacrons notre dossier à la question des « Politiques et des drogues » particulièrement d'actualité avec le vœu des Verts, déposé au Conseil de Paris, d'ouvrir une concertation sur les salles de consommations sécurisées. Cette initiative, qui relaie l'action d'un collectif d'associations (voir p.18), montre à nouveau que la question des drogues ne peut être dissociée d'une plus large réflexion sur les questions de santé publique qui doivent considérer les usagers, la société civile, tous les professionnels intervenants dans ce domaine ainsi que les élus. À EGO, nous expérimentons cela depuis plus de vingt ans.

Malika Amaouche

Salut à toi !

Toute l'équipe d'EGO passe un grand bonjour à :
Gladys, Lucie, Béa, Murielle.
Vincent, Mansour, Issa.

Les gens de peu et les gens de rien



Ph. Ferrin

Les gens de peu ne sont pas tristes, ils sont toujours prêts à partir vers un lieu prospère qui finit près des gens de rien.

Ils ont leur maison sur le dos, ils errent tant bien que mal aux quatre coins de la ville... Leur carapace ne change pas ! Les gens de peu sont toujours gais, avec la musique du souvenir, ils dansent et jouent avec les mots, qu'ils partagent avec les gens de rien sur leur passé sans construction.

Les gens de rien : les croisières ! Ils ne connaissent pas, ils ne prennent jamais le métro, les gens de rien. Ils restent toujours sur le quai à observer tous ceux qui partent, se moquent avec le remords qu'ils n'avaient pas... ! Pensent à un futur proche pour jouir avec les gens de peu.

Ne font guère d'autres choses dans la vie que de rêver au temps qui passe, les gens de peu invitent les gens de rien dans leur jardin pour échanger des souvenirs qui les remplissent

d'émotions.

Les gens de peu rejouent les scènes qu'ils ont vécues comme une envie de recréer ces courts instants de liberté avec les gens de rien, ces souvenirs qui, plus souvent, les font pleurer sans même savoir pourquoi ? Pourquoi ?

C'est pour cela que je le dis, il y a une chose à ne pas oublier, c'est que par mon expérience de l'amitié, ce qui compte avant tout, c'est que l'autre ne se sente pas en faute et tu te retrouves seul plus souvent que rarement.

Ils ont la tête dans les étoiles les gens de peu, ils pensent aux gens de rien

Eux ne peuvent t'aider à rattraper ces aléas qui font défaut, même si toi, tu y fais attention, eux ne risquent pas de s'inquiéter pour toi. Les gens de peu ne s'en font pas, ils gardent toujours la foi et distribuent même ce qu'ils ont en mémoire : les vers et les psaumes qu'ils méditent assez souvent dans leurs journées. Ils grimpent les escaliers du métro pour rejoindre les gens de rien, qui eux, ne

s'attardent pas sur ces devenir plus qu'incertains, une balade qui défie le temps, les autorités et répressions ! Et leurs acteurs qui à leurs tours suivent les allers retours, les faits et gestes de chacun.

Les gens de rien ne sont pas clairs, ils profitent des gens de peu à tort et sans raison qui justifie la cause de la rue, ils pensent qu'ils sont orphelins, mais ne pensent pas qu'un jour, ils peuvent, par le fait du hasard, croiser l'acteur, accompagné de sa fratrie qui cherche à connaître son univers ! Est-ce cela que l'on appelle le « sauf-conduit » ou « self-control » ?

Les gens de peu regardent souvent la misère, les deux, peut-être les trois ! Qui sait ?

- La misère qui se voit, et la misère que l'on décrit

- La misère qui pousse sans aide, et face à cela, ils reprennent courage et ne font qu'un avec leur groupe quand le soleil se cache pour pleurer. Mais la chaleur est bien conservée sous les haillons entretenus des gens de peu, qu'ils gardent serrés comme un trésor que l'on n'ose pas avoir à partager avec autrui.

Les gens de rien ne sont jamais satisfaits, ils orientent leurs dévolus sur les gens de peu.

Comment gagner ces quelques sous, sans devoir surveiller ? Voilà ! Le coin de la rue, sans que ces quelques instants ne soient gâchés ?

Ces quelques mots ne nous satisfont pas plus que la tristesse et l'incompréhension des gens de rien face aux gens de peu.

■ **Jean-Paul EDWIGES**
Président du conseil
de la vie sociale

L'écriture comme espace de liberté totale

Rose Raguel tient l'atelier « contes, lecture et écriture » à EGO en juin et juillet 2009.

Quel est le but de cet atelier ?

Le premier but est que les usagers se retrouvent dans un espace de liberté totale. La liberté de s'exprimer. La liberté de créer. Le second but est de permettre aux usagers de découvrir différentes formes d'écriture : du Slam à la poésie, de l'article à la nouvelle, de la lettre au journal intime. Il s'agit également de permettre aux usagers d'aborder l'écriture de manière simple et sans complexe. Je leur ai, par exemple, beaucoup expliqué qu'une phrase pouvait n'être qu'un seul mot, qu'une histoire, qu'une seule phrase... et ainsi de suite. J'ai remarqué à partir de là que tout devenait simple et évident. Autre but : leur permettre de se libérer à travers les mots écrits ou simplement parlés. Enfin, il s'agit aussi d'écouter les mots des autres et de donner ainsi l'envie de parler d'eux tout simplement.

Comment je travaille ?

Je commence toujours mon atelier avec cette phrase « ici, nous sommes libres ». Ma deuxième phrase pour atteindre cette fameuse liberté est de leur dire « c'est vous qui déciderez si ce que vous écrivez peut être lu ». J'ai remarqué que ces quelques mots permettaient aux uns et aux autres d'avoir confiance et de se laisser aller à de nombreuses confidences. Ensuite, je prends un livre et je commence une lecture. Les usagers durant cette lecture écrivent une liste de mots. Ces mots proviennent soit de ce qu'ils entendent, soit de ce qu'ils ressentent. À partir de cette liste, ils réalisent leur propre histoire. Ce travail d'écriture dure environ une demie heure. Enfin, à nouveau, je reprends un livre et je conte d'une

façon bien personnelle. Ce moment permet des échanges entre nous à l'oral. C'est à ce moment qu'en général, les usagers se mettent à parler de leur propre histoire. Il s'agit d'un moment assez émouvant.

Comment réagissent les usagers durant cet atelier ?

Dans un premier temps, et notamment lors de la première séance, beaucoup sont arrivés à reculons en se demandant où ils allaient mettre les pieds. L'esprit de liberté qui est le maître mot de cet atelier leur donne une réelle confiance, puisqu'ils savent qu'il n'y aura aucun jugement sur ce qu'ils pourront dire, écrire ou raconter. C'est ainsi que très vite, les uns et les autres se laissent aller à des confidences, à des échanges sur ce qu'ils vivent au quotidien ou sur ce qu'ils aimeraient vivre. Ce qui est également touchant, c'est qu'eux-mêmes se surprennent à voir qu'ils peuvent écrire et faire passer mille émotions et sensations et cela, uniquement avec des mots posés sur une feuille de papier.

Ce qui me plaît d'observer à la fin d'un atelier, c'est de les voir ressortir avec des visages qu'ils n'avaient pas en arrivant. Si dans les premières minutes, les traits sont tendus et anxieux, à la fin de la séance, les regards sont brillants et les sourires bien installés sur leurs visages. C'est alors une grande satisfaction que d'imaginer que quelques mots entendus, écrits ou exprimés peuvent apporter autant de bien-être. Je ne sais pas combien de temps cet état peut durer puisque la réalité de la vie doit très vite se rappeler à eux, mais quoi qu'il en soit, c'est pour moi une vraie satisfaction.

Article écrit par Rose Raguel ■



© Rose Raguel

Rose est comédienne, chroniqueuse, conteuse.

Après avoir obtenu le prix à l'unanimité au Conservatoire National de Dijon, elle monte à Paris et devient comédienne.. Elle rentre d'abord au Cours Florent où elle travaille avec Raymond Aquaviva et Roger Mollien de la Comédie Française. Parallèlement à sa formation de comédienne, elle poursuit ses études en «Arts et Spectacle, Musicologie et Philosophie». Elle travaille avec des grands noms du théâtre comme Philippe Tancelin (poète et philosophe) et Fanette Vandeville (comédienne et danseuse). Dans le cadre de ses études, elle poursuivra sa formation avec le «Théâtre du mouvement».

Rose sera comédienne pour la compagnie « Kaléidoscope bleu » durant 6 ans puis elle rejoindra la compagnie « Francophone » durant 10 ans. Depuis 2003, Rose s'est orientée vers les métiers de la voix (doublage, publicité, documentaire, chroniques radio et présentation de la météo marine).

Elle est également conteuse pour les éditions « Pour penser à l'endroit ». Cette jeune artiste passionnée de photos a son blog sur la toile. Par ailleurs, elle écrit beaucoup et sera prochainement publiée.

<http://photoroseraguel.canalblog.com>
<http://roseraguel.e-monsite.com/>

La touche d'Ego!



Créations réalisées par les usagers
durant les ateliers d'Arts Plastiques
à EGO



Samira

Bien...

Que tu nous as quittés vite !

C'est : Mady qui te laisse

En souvenir du bon vieux temps :

Amicalement, Sincèrement,

Honnêtement : que Dieu te garde !

Mes sincères condoléances aux
petites

De la part des amis de la Goutte
d'Or.

Au regret !

Nous sommes tous navrés de
cette nouvelle qui nous a toutes et
tous surpris.

À Samira

J'ai une profonde tristesse pour
ta disparition tragique et rapide
Samira.

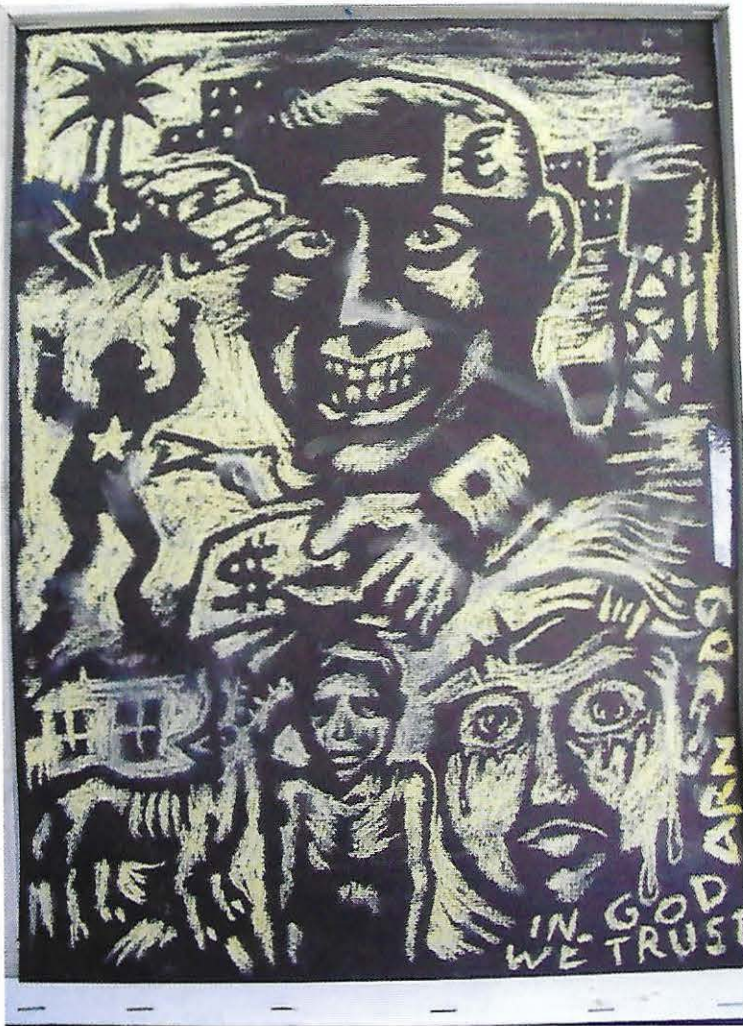
C'était une amie, une fille gentille,
généreuse, que je vais beaucoup
regretter. Je pense qu'on va tous
la regretter car de nos jours, il est
difficile de trouver des personnes
attachantes, aimantes.

La seule chose que je voudrais te
dire, Samira, c'est que là, où que
tu sois, je penserai toujours à toi.
Et que Dieu te garde

Sonia.

C'est avec un profond regret que
nous avons appris ton décès, et
ceux qui veulent
après t'avoir parlé de loin ou de
près
te laissent cet hommage.

«Nam myoho rengé kyo»





Le projet « Fêtez Clairs » est un partenariat inédit, sous l'égide de la Ville et de la Préfecture de Paris, entre des syndicats et associations de professionnels, des associations de prévention et bien sûr des établissements de nuit, pour prévenir la consommation des drogues dans les espaces festifs, réduire les risques et promouvoir la santé.



La charte «Fêtez Clairs», pouvant être complétée au fil de la démarche par les préconisations des chefs d'établissements des lieux festifs et les partenaires du projet, présente des recommandations concernant l'environnement de ces lieux, la prévention des conduites à risques et des dommages ainsi que la gestion des comportements illicites.

Dans le cadre de cette charte, les partenaires du projet développent avec les clubs et organisateurs de soirées participantes : des formations auprès de l'ensemble du personnel, des observations dans les établissements pour mieux identifier le public et ses besoins, des stands de prévention dans les soirées.

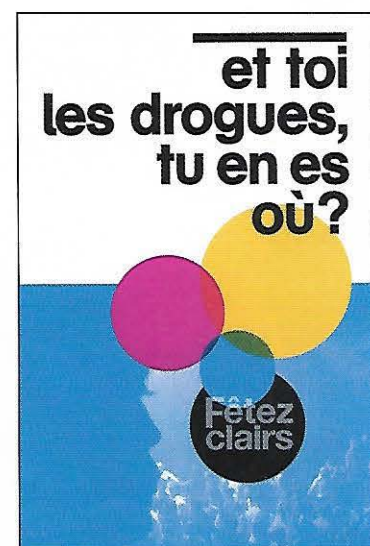
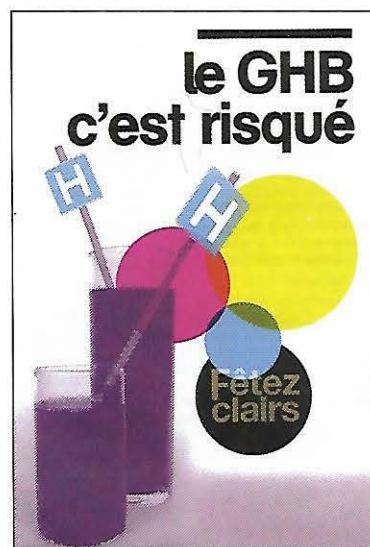
Ce projet s'appuie sur deux principes d'actions partagés :
>> le fait de considérer, en ce qui concerne les drogues, que la prévention de la consommation, la réduction des risques, la lutte contre le trafic et enfin la sécurité sont complémentaires et non opposés.
>> que les problèmes liés à la consommation de drogues en milieux festifs doivent être traités dans un cadre plus global de promotion de la santé et de gestion des conduites à risques, incluant la consommation d'alcool et de tabac, la sécurité routière, les infections sexuellement transmissibles, les risques auditifs...

Par ailleurs, les partenaires ont réalisé des documents de prévention ciblant les pratiques à risques en milieux festifs.

Pour finir, le projet « Fêtez Clairs » est partenaire d'un projet européen d'échange de pratiques concernant la prévention en milieux festifs appelé « Démocratie, Villes et Drogues ».

■ M. A.

Pour en savoir plus :
<http://www.fetez-clairs.org/>



EGO a reçu une délégation ministérielle du LAOS



Le 5 mars dernier, EGO a eu le plaisir et l'honneur de recevoir la visite du vice ministre de la santé du LAOS, Khamhoung Heuangvongsy et le coordinateur des services de soin de ce pays, Dr Somthana Douangmala. Ces deux personnalités accompagnées d'une délégation, composée de cadres et de membres de l'ambassade du Laos en France ainsi que de Willy Rozenbaum, président du Conseil National du Sida et organisateur de la rencontre, se sont entretenus avec la direction d'EGO.

La discussion a porté sur le développement de mesures de réductions des risques pour un public concerné dans un pays comme le Laos. Ce pays a déjà démontré un effort en ce sens : en 2003, dans la capitale, Vientiane, un centre pour usagers est passé de la responsabilité du ministère de l'Intérieur à celui de la Santé. Depuis cette date, les usagers ne sont plus considérés comme des

prisonniers mais comme des patients. Pour cette nouvelle approche, les activités occupationnelles prennent une place primordiale parallèlement aux activités de soins selon le directeur Sisouphanh Boupha*.

Rappelons que le Laos fait partie, avec la Thaïlande, la Birmanie et la Chine, du « Triangle d'or », qui nomme ainsi l'une des principales zones de production de l'opium, avec le « Croissant d'Or », en Afghanistan et au Pakistan. En application des conventions internationales de 1961 et de 1988, le Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues (PNUCID) et la communauté internationale cherchent à supprimer la culture du pavot dans la région**.

Cette visite à EGO contribuera, nous l'espérons, à faire avancer les politiques publiques en matière de drogues dans un pays où les besoins sont particulièrement importants.

(ci-dessus)

Khamhoung Heuangvongsy,
vice Minister of health,
Lao P.D.R. Vientiane

Dr. Somthana Douangmala,
National Coordinator Projct
Support to Health Sector (AFD),

Cadres du ministère de la Santé
(Ministry of health, Lao P.D.R.)
et traducteurs.

Professeur Willy Rozenbaum,
(Conseil National du Sida)

Lia Cavalcanti,
Directrice Espoir Goutte d'Or

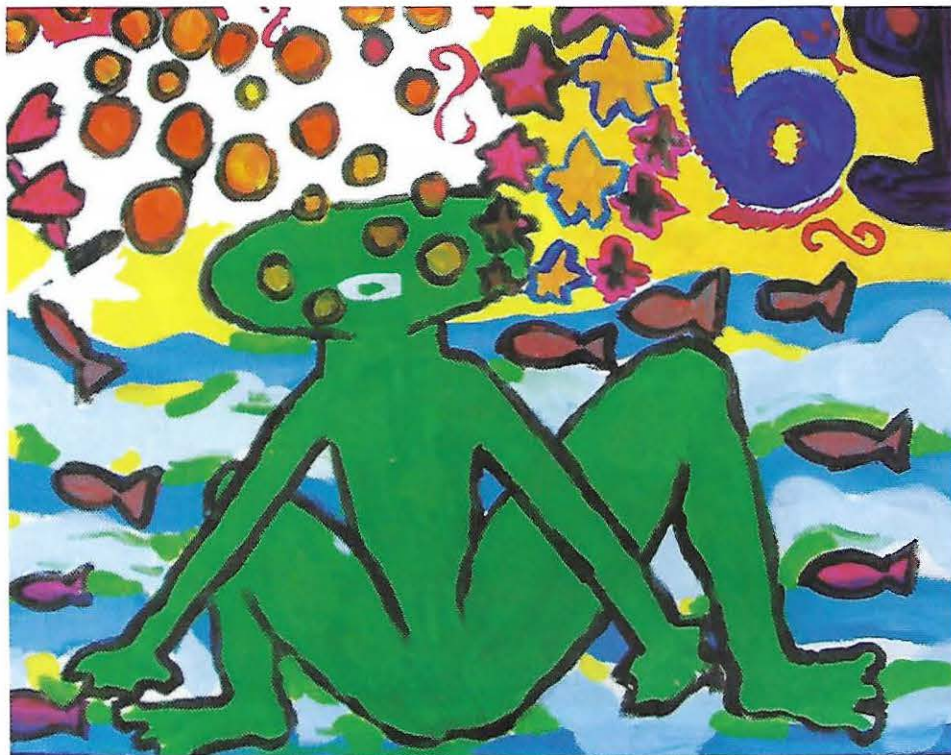
■ Malika Amaouche

*LAOS : *Grappling with « crazy drugs »*,
cw/ds/mw
<http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=84457>

**Laos : *les limites de la lutte internationale contre la culture du pavot dans le Triangle d'Or*, Yann Bisiou, 1996, Université Paul Valéry – Montpellier III
<http://pagesperso-orange.fr/yann.bisiou/drogue/dtint.html>

Une maternité adaptée aux usagères

Depuis dix ans, la maternité de Cochin-Port Royal-St Vincent de Paul accueille les femmes ayant des conduites addictives, son équipe pluridisciplinaire offre un service particulièrement adapté aux usagères de cocaïne/crack en grande précarité.



Créations réalisées par les usagers durant les ateliers d'Arts Plastiques à EGO

Le temps de la grossesse est souvent un moment privilégié, pour une usagère, c'est une période délicate où des enjeux multiples peuvent faire basculer la trajectoire de vie. Dans la plupart des maternités publiques, la prise en charge des usagères se fait avec les ECIMUD et les risques que cela comporte : une évaluation non globale et l'absence de concertation entre des services de « cultures différentes ». Pour les femmes, la culpabilité et la peur du jugement des autres sont incompatibles avec un suivi hospitalier classique. Parce qu'elles forment un groupe à risque de complications médico-psycho-sociales, une prise en charge précoce et intensive par une équipe pluridisciplinaire est nécessaire, en coordination avec le réseau ville-hôpital et différents intervenants : CSAPA, CSST, services intervenants autour de la petite enfance, entourage familial. Une équipe, composée d'une

sage-femme, d'une assistante sociale, d'une infirmière et d'un médecin psychiatre-addictologue, accompagne les couples d'usagers et leur entourage pour qu'ils s'approprient ou se réapproprient leurs compétences parentales. Il s'agit de prévenir les complications périnatales d'une éventuelle séparation mère/enfant.

L'équipe répond aux besoins :

- >> des femmes enceintes usagères, de leurs conjoints et de leurs bébés à naître
- >> des services de maternité et de néonatalogie face à une prise en charge lourde demandant du temps et une attitude adaptée
- >> des CSAPA pour lesquels la gestion de la grossesse, sans aide, est souvent difficile

>> des services dédiés à la petite enfance qui prendront le relais.

Il est donc nécessaire de consacrer du temps aux échanges, à l'information, à la formation et à la réflexion concertée avec les différents intervenants pour préserver une cohérence et une continuité des soins dans un climat de confiance. Celle-ci sera la base d'une prise en charge durable et de qualité avec les équipes-relais au sortir de la maternité.

L'équipe doit s'organiser autour de diverses problématiques, à savoir :

- >> la personnalité même de l'usagère qui n'accepte pas toujours les soins
- >> les risques obstétricaux qui nécessitent un suivi soutenu en raison notamment de la possible apparition chez le nouveau-né, d'un syndrome de sevrage pour lequel il faut un service de néonatalogie.
- >> questionner la compétence parentale qui peut mettre à mal aussi bien les parents, leur entourage que les diverses équipes soignantes.

Durant le séjour :

La prise en charge de la grossesse se fait souvent dans un temps court, du fait de sa découverte tardive ; l'hospitalisation post-natale dure en moyenne 12 jours.

Ce séjour permet :

- >> d'évaluer la relation parent-enfant
- >> aux futures mères de se projeter dans une réalité de vie quotidienne
- >> d'être valorisée dans leur rôle de mère par l'équipe, en coordination et en soutien avec celle de la maternité et de la néonatalogie.
- >> une évaluation dynamique et interactive des différents besoins qui conditionneront les modalités de sortie.

Bien que toute prise en charge soit personnalisée, on peut décrire un parcours type :

- L'usagère ou les professionnels contactent l'assistante sociale de l'équipe pour prendre un premier rendez-vous en binôme avec la sage-femme, (il est conseillé qu'elle soit accompagnée) à la maternité. Une relation de confiance et de continuité dans la prise en charge est ainsi assurée.

>> Une consultation obstétricale est effectuée après l'échographie : les effets des consommations sur la grossesse et le fœtus sont expliqués.

>> Des réunions de concertation avec les membres du réseau ont lieu en ante et/ou en postnatal si besoin.

>> Pendant les hospitalisations, des visites journalières sont réalisées pour une prise en charge adaptée et pour organiser la sortie.

Rôle de la sage-femme

La fréquence des consultations est adaptée à la patiente. Les échographies sont faites par un « référent » surtout en cas de consommation active. Les cours de préparation à l'accouchement sont proposés en s'adaptant aux possibilités d'assiduité de l'usagère. La surveillance par explorations fonctionnelles est à mettre en place à 8 mois de grossesse. Le choix du mode d'allaitement est toujours discuté en collaboration avec le pédiatre. La durée d'hospitalisation en post-partum et l'éventuelle apparition d'un syndrome de sevrage chez le nourrisson sont toujours évoqués. Une contraception efficace et adaptée est toujours proposée. La consultation postnatale est fixée environ huit semaines après la sortie de la maternité. La sage-femme a donc un

rôle privilégié : ses connaissances en addictologie lui permettent d'aborder ce sujet et de renforcer une relation de confiance avec les patientes.

Rôle de l'assistante sociale

Dès le premier entretien, qui aborde la question de la grossesse mais aussi l'accès à la parentalité, s'établit une alliance autour de l'enfant à naître.

Pour l'assistante sociale, il s'agit de :

>> Tenir compte du temps de la grossesse, souvent court, et du suivi obstétrical à organiser au mieux.

>> Répertorier les possibilités du champ social en matière de logement, des ressources...

>> Régulariser des situations administratives et sociales permettant l'accès aux soins et mise à l'abri (hébergement) pour les plus précaires.

Pour la patiente, il s'agit de :

>> Sortir d'une conduite à risque pour elle-même et l'enfant.

>> Interroger sa capacité à tenir le suivi de la grossesse (consultations, substitution, maintien du sevrage).

>> S'engager dans la mise en œuvre d'un projet : accès au droit, état civil, ressources, hébergement, accueil mère-enfant.

>> Inscrire l'arrivée d'un enfant dans une histoire qui est souvent jalonnée de ruptures (filiation, histoire du couple, place dans la cité).

Rôle de l'infirmière

Intervenant durant l'hospitalisation, elle organise et accompagne les suivis médicaux nécessaires (hépatites, soins dentaires...) ainsi que la visite de la maternité.

Rôle du psychiatre addictologue

Il convient très rapidement de connaître les produits psychotropes consommés et les traitements en cours. La mise en place ou l'ajustement d'un traitement de substitution sont systématiquement envisagés.

Sortie

La mise en place d'un suivi pluridisciplinaire adapté est essentiel pour la mère (CSST, psychiatre, suivi médical, consultation post-natale) et l'enfant (PMI, puéricultrice à domicile, HAD pédiatrique, services sociaux, Aide Sociale à l'Enfance).

Pour conclure, le suivi pluridisciplinaire permet d'instaurer une relation de confiance au fil des entretiens où l'histoire personnelle de la patiente, ses difficultés et ses angoisses face à la grossesse ainsi qu'à l'arrivée de son enfant sont entendues.

C'est une période de prise de connaissance, d'évaluation commune et dynamique où la notion de parentalité est essentielle dans ce contexte particulier où l'équipe offre un cadre structurant, prenant en compte des logiques de soins différentes et les temporalités propres aux usagères.

■ **Françoise CORNEAU,**

■ **Nathalie LE BOT**

Équipe Mobile d'Addictologie de l'hôpital COCHIN

01 58 41 19 94,

01 58 41 16 70

Un autre *Horizons* pour les parents usagers et leurs enfants

Situé au cœur du quartier Indien, près du métro, La Chapelle, le *Centre Horizons* accueille des parents ou futurs parents usagers de substances psychoactives et leurs enfants.



Créations réalisées par les usagers durant les ateliers d'Arts Plastiques à EGO

L'association existe depuis vingt ans, elle gère un CSAPA** organisé autour de quatre pôles : « Adultes », « Enfants », « Hébergement et Soins Spécialisés » et enfin « Évaluation clinique et Recherche ». Une équipe pluridisciplinaire (éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants, psychiatre, pédopsychiatres, psychologues, infirmières, assistantes sociales) s'engage autour d'une même problématique : soutenir les usagers parents ou futurs parents.

Accueil des familles

Le Centre Horizons offre un espace d'accueil parent-enfant. Il ne tient pas lieu de crèche, les enfants restent sous la responsabilité de leurs parents

puisqu'il s'agit ici d'accompagner les usagers dans leur parentalité en soutenant les interactions entre l'enfant et ses parents. Lorsqu'un projet de réinsertion ou une reprise d'emploi nécessite une garde des enfants, l'équipe accompagne et soutient la recherche d'une structure adaptée.

Hébergement

Les solutions d'hébergement proposées (appartements thérapeutiques et hôtels) visent dans tous les cas à offrir un espace de soins. Les parents et leurs enfants peuvent donc y séjourner sur des périodes de 6 mois renouvelables pour les appartements et sur des périodes plus courtes pour les hôtels. L'accueil de familles et de couples implique aussi la recherche de chambres d'hôtel adaptées : taille et confort de la chambre minimum, possibilité de cuisiner, etc.

Les personnes reçues à Horizons se caractérisent par une certaine diversité en ce qui concerne leur situation sociale. Cependant, le plus souvent, elles n'ont pas de revenus issus du travail, elles vivent dans des logements précaires et sont isolées socialement. Ce sont les autres CSAPA, les structures de réduction des risques ou de la petite enfance qui les orientent vers le Centre Horizons. Selon Véronique Simon, psychiatre et responsable du pôle « adultes », une grande partie des usagers de substances psychoactives présente des troubles psychiatriques (dépression, anxiété, traumatismes...). La prise en charge de l'addiction de l'adulte, des comorbidités, l'attention portée aux compétences parentales constituent un suivi global qui va permettre la mise en place de soins de la

dépendance et la restauration de la vie en société de la famille.

En ce qui concerne les consommations, la majeure partie des usagères reçues au Centre Horizons est dépendante aux opiacés mais l'équipe observe que la proportion d'usagères de crack est en augmentation chaque année (14 % en 2006, 20 % en 2007). Du fait de la particularité de leur comportement dû à la spécificité du produit et puisqu'il n'existe pas de traitement de substitution, le suivi des usagères de crack est plus difficile. Selon Fabienne Thoral-Janod, directrice adjointe de l'association, « ces usagères fréquentent les lieux à bas seuil et les milieux ouverts lorsqu'elles sont en période de consommation, et on les voit au Centre Horizons lorsqu'elles sont dans une démarche de soins ». Le dispositif d'accueil et de soins devrait pouvoir proposer pour ces usagères en phase de consommation des structures ouvertes 24 heures sur 24 où elles pourraient simplement se reposer pendant quelques heures, et bénéficier des mesures de réduction des risques.

Afin d'améliorer la prise en charge des femmes usagères et mères, dont les usagères de crack, le centre Horizons a créé, en 2005, le réseau de santé DAPSA (Dispositif d'Appui à la Parentalité et aux Soins Ambulatoires). Il s'agit maintenant d'un réseau autonome s'adressant aussi à des associations de réductions des risques comme GAIA, EGO, Charonne... Il travaille sur deux axes :

>> des suivis en extérieur grâce à une équipe mobile
>> une réflexion menée avec les équipes sur des sujets comme le portage des enfants, les différences d'approche en fonction du genre, l'alcool...
En dépit de toutes ses difficultés, sur

140 enfants accueillis au centre Horizons en 2008, cinq ont été placés, ce qui montre ainsi l'efficacité de cette prise en charge. Cependant, cette dernière nécessite un suivi intensif quand l'enfant est en bas âge. En effet, les périodes plus difficiles pour les femmes usagères se situent dans les moments où l'enfant progresse dans son autonomie (début de la marche, apparition du langage...). La phase fusionnelle se termine avec la mère ; il peut s'ensuivre alors des troubles de la relation (réactivation des questions identitaires) qui peuvent reconduire à la consommation.

Une évolution récente de la société est aussi visible au Centre Horizons : les pères s'occupent de plus en plus de leurs enfants, certains même les ayant à charge.

Propos de Véronique Simon,
psychiatre et responsable
du pôle « adultes » et
Fabienne Thoral - Janod,
directrice adjointe
recueillis par
■ Malika Amaouche

Horizons
10 rue Perdonnet
75010 PARIS
direction@horizons.asso.fr
http://www.horizons.asso.fr

** CSAPA : Centre de Soins
d'Accompagnement et de Prévention
en Addictologie



«Alter Ego le Journal» est la revue de l'association EGO (ESPOIR GOUTTE D'OR).

Régie par la loi de 1901, l'association EGO a été créée en 1987 à partir d'une démarche de santé communautaire. Aujourd'hui, elle gère deux établissements médico-sociaux : un CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues) qui comporte deux antennes (Le Centre d'Accueil et le Programme d'Echange de Seringues) et un CSST (Centre Spécialisé de Soins aux Toxicomanes).

Journal en ligne :
<http://www.asso-ego.org>

REMERCIEMENTS

Nous remercions chaleureusement tous ceux qui ont contribué à ce numéro :

Camille
Thierry Charlois
Henri Coinde
Françoise Corneau
Olivier Doubre
Jean-Paul Edwiges
Philippe Férin
Magali Freyss
Aude Lalande
Nathalie Lebot
Bertrand Lebeau
Viviane Prats
Rose Raguel
Véronique Simon
Fabienne Thoral - Janod
Annick Tardivel
le comité de rédaction / tout le personnel d'EGO

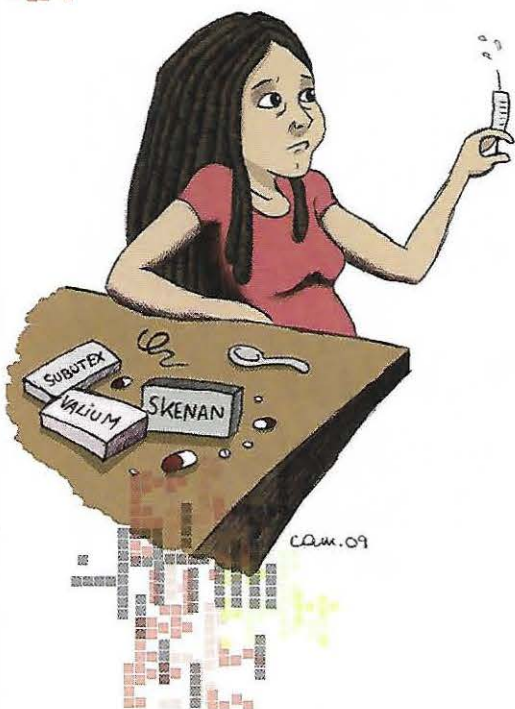
Le débat sur les drogues s'élargit

Cela apparaît nettement quand l'on considère le vœu déposé par le groupe "les Verts", au Conseil de Paris, les 8 et 9 juin 2009, relatif à la politique de réduction des risques liés à l'usage de drogue. Il demande l'ouverture d'un débat sur les salles de consommation. Ce vœu fait suite à l'action, à l'occasion de la journée mondiale des hépatites du 19 mai, d'un collectif d'associations qui a installé une simulation de salle de consommation à moindre risque (page 18).

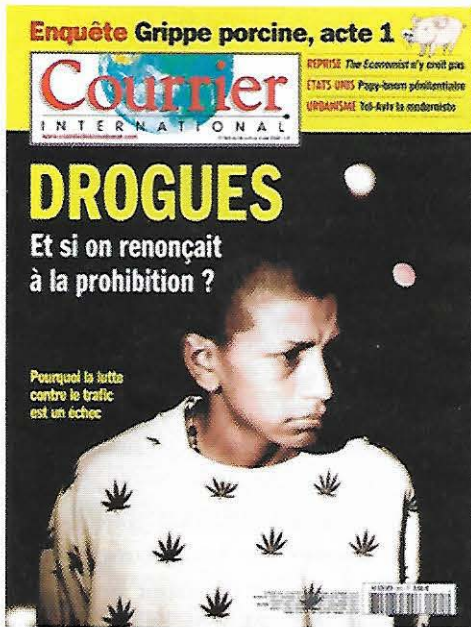
L'Afghanistan, l'Allemagne, l'Australie, le Canada, l'Espagne, les Pays-Bas et la Suisse disposent déjà de structures de cette sorte. En ce qui concerne les Suisses, ils ont récemment approuvé à 68 % la politique concernant les drogues dans leur pays, dite des « quatre piliers » : Prévention, Thérapie, Réduction des risques et Répression (p. 20). Les résultats de ce vote prouvent que l'opinion peut être conquise par des mesures de santé publique (que l'on redoute souvent de prendre par crainte d'un jugement négatif), une réelle concertation et des débats publics.

Dans le discours de clôture de la Conférence Internationale sur la Réduction des Risques qui s'est tenue à Bangkok en avril 2009, Craig McClure, Directeur Exécutif de l'International AIDS Society préconise d'ouvrir le dialogue avec les groupes antidrogues pour trouver des bases communes (p.16). C'est en effet en construisant des partenariats avec différents intervenants du champ des drogues, qu'ils s'agissent d'usagers, de structures de prévention, de représentants des forces de l'ordre ou de la société civile que des solutions apparaissent. Dans cette optique, au niveau européen, le « Forum européen de la société civile en matière de drogues » (p. 17) et en France, dans les espaces festifs, le projet « Fêtez Clairs » (p. 8), représentent des exemples de partenariats réussis.

Enfin, le Courrier International du mois d'avril-mai 2009 (p. 15) fait le bilan, à travers un dossier conséquent et bien documenté, de l'échec constaté de la répression dans la lutte contre le trafic de drogue dans le monde. Par ailleurs, il publie un article issu de : « The Economist », qui prône la légalisation des drogues comme moyen de passer de la criminalisation à une question de santé publique. Simple remous ou vague de fond pour les politiques concernant les drogues ? Seul un débat public pourra nous le dire.



Monde Prohibition : le début de la fin ?



La Commission des Stupéfiants des Nations unies a organisé du 11 au 20 mars dernier à Vienne une conférence visant à faire le bilan de la lutte contre la production, le trafic et la consommation de drogues depuis 1998, date à laquelle s'était tenue une Assemblée Générale qui, dix ans après la convention unique de 1988, avait proclamé comme objectif un monde sans drogue à l'horizon...2008 !

Profitant de cette actualité, le Courrier International du 30 avril au 6 mai 2009 (n° 965) a consacré son dossier aux drogues sous le titre « Et si on renonçait à la prohibition ? » et le sous-titre « Pourquoi la lutte contre le trafic est un échec ».

Une dizaine d'articles, tous fort intéressants, font le tour du monde de la question. Le dossier se termine par un éditorial de « The Economist », le célèbre hebdomadaire britannique d'inspiration libérale qui appelle de nouveau à la légalisation des drogues vingt ans après un premier appel qui avait fait grand bruit.

Mais revenons au constat que l'on peut tirer aujourd'hui : jamais le marché clandestin des drogues ne s'est aussi bien porté et la dialectique de l'offre et de la demande tourne à plein régime. Les groupes criminels rivalisent d'imagination pour organiser le trafic. Les mesures de lutte contre l'offre (destruction des cultures de cocaïers, lutte contre les cartels...) ne sont manifestement pas suffisantes. Nombreux sont donc ceux qui plaident pour que des politiques de lutte contre la demande soient mises en œuvre. Mais on sait que, là aussi, les résultats sont difficiles à atteindre. L'enjeu consiste, en effet, à tenter de convaincre les usagers, y compris par la répression, qu'ils doivent diminuer ou cesser la consommation d'héroïne, de cocaïne, d'ecstasy, de cannabis...

Or, comme fait remarquer l'un des meilleurs experts américains, Peter Reuter, des facteurs socioculturels expliquent les consommations, raison pour laquelle certains pays à consommation faible n'ont pas de politique anti-drogue.

De nombreux articles insistent sur la violence liée au marché clandestin. Ainsi la montée en puissance des cartels mexicains, qui ont détrôné les colombiens dans le trafic de cocaïne, a fait 7000 morts au Mexique depuis 2008 et cette violence touche désormais de nombreuses villes américaines. Or, il n'existe pas sur cette question, de politique coordonnée entre l'Amérique latine, l'Europe et les Etats-Unis. Dans le même temps, l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Guinée, Guinée Bissau...) est devenue la plaque tournante de la cocaïne à destination de l'Europe. Sur le front de l'héroïne, la production d'opium afghan ne cesse d'augmenter représentant 90% de l'opium mondial, au point que l'Iran s'inquiète désormais de cette menace. Et l'on sait combien l'avenir de l'Afghanistan est incertain. Pour toutes ces raisons, le débat sur les politiques en matière de drogues re-

vient sur le devant de la scène. Quelle sera, par exemple, la politique de l'administration Obama en matière de cannabis ? On l'ignore encore mais elle a donné un signal fort en acceptant enfin que des fonds fédéraux financent des programmes d'échange de seringues aux Etats-Unis.

Cependant, comme le fait remarquer The Economist, si la politique de réduction des risques est une nécessité de santé publique, elle n'élimine en rien le crime organisé. « La légalisation, en revanche, ferait non seulement fuir les criminels mais ferait aussi des drogues – qui sont aujourd'hui un problème de criminalité – une question de santé publique, ce qui est la bonne optique. » Avec courage, l'hebdomadaire libéral, affronte la question délicate du prix des drogues, assez élevé pour dissuader une consommation de masse mais pas trop pour ne pas encourager le développement du marché noir. Il affirme aussi : « Tout partisan de la légalisation devrait avoir l'honnêteté d'admettre que la consommation de drogues risque d'augmenter. » Cependant des sommes importantes, actuellement mobilisées par la répression, pourraient être alors consacrées à la prévention et aux soins. Et les succès de la lutte contre le tabagisme dans les pays développés sont un signe encourageant.

La prohibition a cent ans : la première conférence sur l'opium s'est réunie à Shanghai en 1909. Mais tout indique qu'elle subira dans les prochaines décennies de profonds changements au point, peut-être, d'être démantelée. Comme dit le philosophe, l'avenir dure longtemps.

■ **Bertrand Lebeau**
Médecin addictologue

Thaïlande - Bangkok

Harm Reduction 2009

Résumé du discours de clôture de la Conférence Internationale sur la Réduction des Risques texte (Harm Reduction 2009) à Bangkok en Thaïlande le 23 avril 2009 par Craig McClure, Directeur Exécutif de l'International AIDS Society.

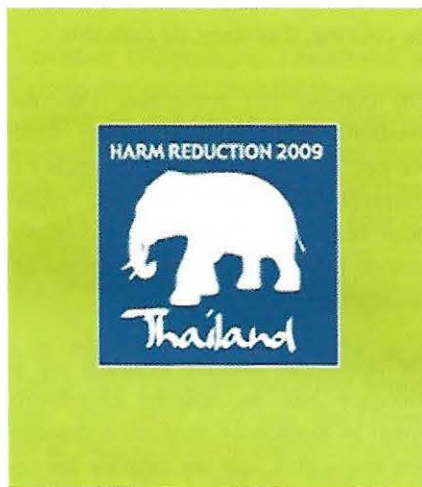
Sawa dee Kap, bon après-midi, distingués, empathiques, et déterminés défenseurs de la réduction des risques (...)

Je désire partager avec vous trois observations. Toutes au sujet de la peur.

La première est que nous continuons tous à parler de la personne qui consomme des drogues en tant qu'« autre ». (...) Mais qui d'entre nous ne consomme pas une drogue qui modifie son humeur, sa conscience de la douleur, son état physique ou émotionnel ? Un joint, un ecstasy, un shoot d'héroïne, une pinte de bière, un médicament contre la douleur, un somnifère, nous sommes tous des consommateurs de drogue. Notre refus de l'accepter tient entièrement à notre peur de devenir, ou d'être considéré comme l'un de « ceux-là » (...) Il semble plutôt que nous devrions nous concentrer sur la différence entre consommation et dépendance. Pourquoi certains vont-ils jusqu'au point où leur consommation devient problématique ? Comment peut-on aider ceux qui ont déjà des problèmes de dépendance ? (...) Ce sont des domaines qui nécessitent encore beaucoup de recherches. Mais il n'existe pas de raison de culpabiliser ou de dévaloriser quelqu'un qui est dépendant à la drogue.

La deuxième porte sur le déni volontaire des preuves scientifiques. (...) Nous savons qu'il existe des dizaines d'études prouvant que la substitution aux opiacés est la mesure la plus efficace pour réduire l'injection et prévenir l'infection par le VIH (...) Or en Russie la méthadone reste illégale (...), même au Canada, l'Etat soutient une

campagne concertée et structurée visant à dénier les preuves relatives à la réduction des risques(...) La peur guide la guerre globale contre les drogues. Si tel n'était pas le cas, comment des millions de dollars auraient pu être gâchés dans un programme mondial qui encourage la violence, nuit aux individus, à des familles et à des communautés, renforce le crime organisé et inflige des peines de prison à des personnes malades plutôt que leur fournir les soins et la dignité dont elles ont besoin ? (...) J'ai pu le



constater avec les négationnistes, qui prétendent que le VIH n'est pas la cause du sida et nient l'efficacité des antirétroviraux, la peur peut conduire au déni de toutes les preuves que nous apportons.

Ma troisième remarque tient à ce qui semble être des différences irréconciliables entre les défenseurs de la réduction des risques et le mouvement antidrogues. J'ai récemment visité le site d'injection surveillée de Vancouver (...) et parlé avec quelques personnes. Ce n'était pas des gens heureux. Ils étaient maigres, couverts de bleus, agités (...), leur vie quasiment

dévastée par les dommages associés à la consommation et à l'échec du système sanitaire et social canadien. C'est la dure réalité d'un tel centre : un point d'entrée pour réduire les risques au milieu d'un océan de négligence (...). Les défenseurs de ces programmes ne doivent pas être évasifs sur les problèmes qui peuvent être liés à l'usage de drogues (...). Si nous ne sommes pas capables d'ouvrir le dialogue avec les groupes antidrogues, de trouver des bases communes, nos preuves ne pourront jamais calmer leurs peurs.

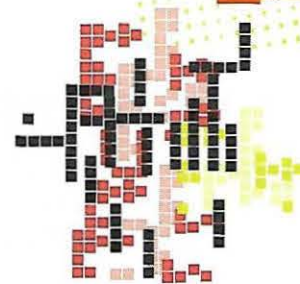
L'année prochaine la Conférence Internationale aura lieu à Vienne. Elle se concentrera sur la consommation de drogues injectables et sur les Droits de l'Homme. On y parlera de l'Europe de l'Est et de l'Asie Centrale. Travaillons ensemble pour s'assurer qu'elle nous aidera à faire face à ces peurs (...). Chers amis consommateurs de drogues, continuons ensemble notre introspection, à réfléchir à comment réduire les dommages, à tenter de parler d'une seule voix quand la santé publique et les Droits de l'Homme sont deux aspects du même problème. Cherchons des bases communes avec ceux qui ne sont pas encore « du bon côté de l'histoire ». Aung San Suu Kyi l'a bien dit : « La peur n'est pas l'état naturel des gens civilisés ».

**Discours
résumé par
Aude Lalonde**

L'intégralité du discours sur trouve à l'adresse suivante : <http://a-f-r.org/plume/>

Drogues : La Commission Européenne nous consulte...

La Commission Européenne anime depuis fin 2007 un Forum européen de la société civile en matière de drogues. À quoi ça sert ? Comment ça marche ?



Depuis les années 90, les états membres de l'UE développent une politique européenne en matière de drogues afin d'harmoniser et de coordonner leurs politiques nationales dans ce domaine. Cette politique se veut pragmatique, multidisciplinaire et tente un équilibre entre prévention, réduction des risques et répression. Ce modèle européen se décline en stratégies couvrant une période de 8 ans, chacune traduite dans deux plans d'action de 4 ans. Le Plan gouvernemental de lutte contre les drogues et toxicomanies est la traduction française de cette politique européenne.

En 2007 et à l'initiative du Parlement Européen, la Commission Européenne a créé le Forum européen de la société civile en matière de drogues afin d'impliquer les acteurs concernés dans l'élaboration et l'évaluation des Stratégies et Plan d'actions européens. Le Forum est composé de 26 membres ayant un mandat de deux ans. Ces membres sont des organisations qui ont répondu à un appel à candidatures puis ont été sélectionnées par la Commission sur la base de leur représentativité. On y trouve

de tout : des anti-prohibitionnistes aux organisations pour un monde sans drogue, en passant par des organisations de professionnels de la prévention et de la réduction des risques, des associations d'usagers de drogues ou de parents et même un réseau de villes, le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine. Les réseaux européens concernés ont été intégrés en priorité au Forum, mais on y trouve aussi des organisations nationales ou locales. La seule organisation exclusivement française membre du Forum est l'Association Française de Réduction des risques (AFR).

Le Forum se réunit une à deux fois par an. Etant donné la composition variée du Forum, il est relativement compliqué de faire émerger, parmi les membres, un consensus qui est la marque de fabrique de l'UE. Les débats en séances plénières sont quasiment monopolisés par les anti-prohibitionnistes et les anti-drogues déclamant leurs vérités au grand dam des représentants plus modérés. Ceci dit, certaines contributions élaborées en ateliers ont bel et bien été reprises dans le Plan d'action 2009-2012. Le problème principal est que pour

être efficaces, les membres doivent faire un gros travail de consultation de leurs propres réseaux en amont des réunions. Or il est nécessaire de connaître les ordres du jour longtemps à l'avance pour avoir le temps de s'organiser ce qui n'est actuellement pas le cas. Par ailleurs, un mandat de deux ans est une durée trop courte pour avoir le temps de s'organiser et surtout avoir les ressources nécessaires pour mener à bien ces consultations. Pour ce faire, la Commission a créé le Programme Prévention et Information en matière de drogues afin, entre autres objectifs, de subventionner les organisations pour les aider à contribuer plus efficacement au Forum. Dans ce cadre, l'AFR et ASUD sont partenaires d'un projet de création d'un réseau européen de réduction des risques déposé en avril 2009.

Pour influencer au niveau européen par le biais du Forum, il faut donc prendre contact avec les organisations membres du Forum et les utiliser comme relais. Le Forum européen de la société civile en matière de drogues n'est donc pas parfait mais il a le mérite d'exister. Selon le Plan d'actions 2005-2008, les états membres sont sensés consulter de la même manière leurs sociétés civiles au niveau national. A quand un Forum français ?

■ **Thierry Charlois,**
Consultant

* http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/drugs/forum/fsj_drugs_forum_en.htm

* http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/drugs/fsj_drugs_intro_fr.htm

France

Une salle de shoot à Paris

Un collectif d'associations a présenté une salle de shoot (virtuelle) à Paris, pour demander l'ouverture de telles structures, interdites pour l'instant en France.



SCMR - Paris



SCMR - Allemagne



SCMR - Espagne - Madrid

19 mai 2009 : une « salle de shoot » a ouvert pendant quelques heures en plein Paris ! Existant dans de nombreux pays, ce type de salles est désigné par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies sous l'acronyme SCMR pour « Structure d'accueil avec possibilité de Consommer à Moindre Risque des drogues psychoactives illicites ». Installée dans les locaux de l'asso-

ciation ASUD (Auto-support d'usagers de drogues) à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les hépatites, cette salle « de démonstration » – symbolique car illégale en France – a vu le jour à l'initiative d'un collectif regroupant, outre ASUD, les associations de malades Act Up-Paris (lutte contre le sida) et SOS Hépatites, rejointes par GAIA (structure issue de Médecins du monde travaillant en direction des usagers de drogues) et surtout l'importante ANITEA (Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie et Addictologie). Des personnalités avaient apporté leur soutien à l'initiative, dont le professeur Lowenstein, président de SOS Addictions, la sociologue Anne Coppel, présidente d'honneur de l'Association Française de Réduction des risques, et même le Mouvement des jeunes socialistes... Une expérience qui a d'ailleurs à nouveau fait parler d'elle puisqu'elle a été renouvelée les 11 et 12 juin dans le cadre des 30^{es} Journées nationales de l'ANITEA qui se tenaient à la Cité des Sciences de La Villette à Paris, journées pourtant présidées officiellement par Etienne Apaire, le très rigoureux président de la MILDT (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Toxicomanies). Mais elle a surtout fait parler du fait du franc succès qu'elle a rencontré auprès de la presse, extrêmement intéressée par cette initiative inconnue jusqu'ici en France. Même si le voyeurisme pouvait parfois entrer en ligne de compte puisque certains cameramens regrettaient ouvertement, de n'avoir aucun usager à filmer, une seringue dans l'avant-bras en train de s'injecter, un grand nombre de journalistes se pressaient le 19 mai pour

visiter cette salle de démonstration sans aucune consommation de drogues illicites du fait de l'interdiction en France de telles structures.

Les quatre salles des locaux d'ASUD ont été aménagées sur le modèle d'une salle d'injection suisse : « Quai 9 », qui fonctionne à Genève depuis 2001. Ainsi, après le stand d'accueil recouvert de plaquettes de prévention, la seconde pièce est composée d'un bureau où un infirmier distribue le matériel stérile demandé par l'utilisateur selon son mode de consommation (seringues, pailles ou pipe à crack) et de trois postes individuels face au mur avec, sur chacune des tables, du savon liquide, des crèmes cicatrisantes, des tampons imbibés d'alcool... Obligatoirement présent dans la pièce, l'infirmier peut à tout instant intervenir afin de prévenir les mauvaises pratiques, en premier lieu celles susceptibles d'entraîner une contamination par le virus du sida ou les hépatites. C'est là le premier objectif d'un tel dispositif de santé publique : réduire les risques sanitaires pour les usagers de drogues en offrant un environnement propre, calme, et des conseils appropriés. En effet, les usagers de drogues sont souvent contraints de s'injecter dans l'urgence et dans des lieux peu hygiéniques comme des parkings souterrains, des toilettes de café ou des cages d'escaliers. Or, un autre intérêt d'une structure de ce type est justement la sécurité et la tranquillité des riverains des quartiers concernés, en évitant ainsi la consommation de drogues dans les espaces publics ainsi que la dispersion de déchets potentiellement contaminants. Enfin, un tel lieu est un outil privilégié pour les professionnels afin d'entrer



SCMR - Vancouver

en contact avec des personnes souvent en grandes difficultés et les plus éloignées du système de soins. C'est pourquoi, dans les autres pièces du local, une assistante sociale reçoit celles qui en font la demande, à côté d'un cabinet médical où un médecin assure une consultation. Enfin, plusieurs ordinateurs sont à disposition pour consulter internet et entamer des démarches administratives.

Il s'agissait pour les associations de rappeler en premier lieu la situation dramatique de l'épidémie d'hépatite C parmi les usagers de drogues en France. Ceux-ci sont en effet les premières victimes, avec « une nouvelle contamination toutes les heures en France », selon SOS Hépatites, qui déplorait le silence « assourdissant » vis-à-vis de ce fléau.

Les « conditions d'hygiène effroyables » dans lesquelles s'injectent bien souvent les usagers les plus précarisés, souligne Pierre Chappard d'ASUD, « sont particulièrement propices aux contaminations puisque, contrairement au VIH qui meurt à l'air libre en quelques minutes, le virus de l'hépatite C peut résister plusieurs jours, même sur une surface sèche ». Les associations entendaient donc tirer la

sonnette d'alarme sur cette situation catastrophique en termes de santé publique, puisque la France est un des rares pays occidentaux à n'avoir pas autorisé ce type de structure, essentiellement « par manque de volonté politique », selon Pierre Chappard, alors qu'elles existent au Canada, en Australie et même en Afghanistan. Réponse pragmatique à une situation d'urgence en termes de santé publique, l'Allemagne en compte plus de vingt, l'Espagne trois, le Luxembourg une, et la Suisse plus de trente.

Finalement, cette initiative pédagogique de démonstration semble bien avoir marqué les esprits français. Outre les professionnels du secteur, la plupart unanimes pour ouvrir la voie à des expérimentations en ce sens, au Conseil de Paris, lors de la séance des 8 et 9 juin, sous l'impulsion du maire adjoint à la Santé de la capitale, Jean-Marie Le Guen, un vœu a été déposé « relatif à la politique de réduction des risques liés à l'usage de drogues » : du fait de « l'efficacité » reconnue de telles structures existant depuis longtemps à l'étranger, aussi bien en matière de santé publique (baisse des contaminations par le VIH et les hépatites) qu'en matière de politique de

la ville (meilleures relations entre usagers et riverains des quartiers concernés), le Conseil souhaitait « qu'un débat soit engagé afin de déterminer dans quelles conditions une expérimentation sur des salles de consommation à moindre risque pourrait être menée ». À suivre donc, même si convaincre les pouvoirs publics risque d'être encore long. Il y a pourtant urgence.

■ Olivier Doubre

Pour plus d'informations, on peut consulter le site d'ASUD : www.asud.org

RDR

Anne Coppel, sociologue, militante engagée depuis de nombreuses années dans la réduction des risques, vient de mettre en ligne un site regroupant l'ensemble de ses textes sur les drogues et les thématiques qui les concernent :

<http://www.annecoppel.fr/>

Suisse

Politique des drogues et engagement des professionnel-le-s.

L'exemple Suisse Romand.



Sans doute le savez-vous, mais les Helvètes, dont je suis, sommes coutumiers du fait de nous rendre régulièrement aux urnes pour approuver ou désavouer la politique mise en œuvre par les différentes instances gouvernementales qui nous dirigent.

Le 30 novembre dernier, le peuple suisse a dû se prononcer sur la révision partielle de la loi sur les stupéfiants. Pour faire un résumé de la situation, il s'agissait d'avaliser ou non la politique mise en œuvre ces vingt dernières années dans notre pays. Politique communément appelée politique des « quatre piliers » :

- « Le pilier « prévention » contribue à la réduction de la consommation de drogues en évitant que les gens ne se mettent à en consommer et ne développent une dépendance.

- Le pilier « thérapie » contribue à la réduction de la consommation de drogues en permettant de sortir d'une dépendance ou à en préserver la possibilité. Il contribue en outre à la promotion de l'intégration sociale de la santé des personnes traitées.

- Le pilier « réduction des risques » contribue à minimiser les effets négatifs de la consommation de drogues sur les usagers et – indirectement – sur la société en rendant possible une consommation entraînant moins de problèmes individuels et sociaux.

- Le pilier « répression » contribue, par des mesures de régulation servant à appliquer l'interdiction des drogues illégales, à réduire les effets négatifs de la consommation de drogues. »

Cette politique qui a fait ses preuves, défendue par le Conseil fédéral depuis 1994, se devait de se doter d'assises solides, en étant avalisée au travers de son inscription dans la loi fédérale sur les stupéfiants.

Cette révision de la loi enfin acceptée par les deux chambres qui constituent le législatif de notre organisation politique (Parlement fédéral et Conseil aux Etats), soutenues par l'ensemble des partis nationaux suivants (PRD, PDC, PS et Vert), était enfin légitimée.

Mais démocratie directe oblige, un référendum déposé par l'UDF a donc contraint le peuple à prendre une fois de plus le chemin des urnes pour se prononcer sur cet objet.

Les enjeux étaient donc importants, car si les spécialistes des addictions sont convaincus du bien fondé de cette politique pragmatique et cohérente, il n'en est pas forcément de même du grand public, tant nous le savons, les questions qui sont en lien avec les drogues sont malheureusement souvent peu rationnelles et fortement émotionnelles.

Un refus par le peuple de la politique développée dans ce domaine aurait signifié un retour en arrière inacceptable du point de vue des professionnel-le-s. Convaincus donc de l'importance des enjeux, les pro-

fessionnels, au travers des différentes organisations qui les représentent, ont décidé de s'investir activement dans ce débat politique et de faire entendre leurs expertises.

C'est donc le Grea pour la Suisse romande qui a organisé la campagne politique en coordonnant les différentes actions développées.

La mise en place d'un site Internet - www.lstup.ch - a permis de rendre visibles les différentes personnalités politiques et professionnelles qui soutenaient la révision, mais également de mettre en évidence les multiples actions entreprises dans les cantons : débats contradictoires, stands d'informations, actions auprès des médias.

La mise à disposition d'un matériel de campagne, constitué d'affiches et de flyers, ainsi que le développement sur le site de différents argumentaires permettant aux professionnel-le-s de s'approprier des éléments utiles afin de débattre et de défendre leurs points de vue, ont été des éléments clés de ce travail.

Le travail de coordination et la mise à disposition de matériels ont certes été utiles, mais l'intérêt principal reste celui du génie local qui a permis que les professionnel-le-s s'investissent de façon exemplaire pour faire entendre leurs voix.

Nous ne pouvons que nous féliciter de cet engagement qui a très certainement contribué au succès de cette votation, puisque le peuple a plébiscité à 68 % de « oui » son soutien à la politique drogue en vigueur dans notre pays.

■ **Viviane Prats**
Présidente du GREA
Groupement Roman
d'Etudes des Addictions
<http://www.grea.ch>

Chronique d'un habitant

J'ai honte d'être content

Depuis le mois de mai 2009, les patrouilles de police régulières et répétées ont apaisé les rues où je vis. À de nombreux moments de la journée, il y a moins de vendeurs de cigarettes et de contrefaçons, moins d'étals de vente à la sauvette aux deux bouts du marché X, et surtout, moins de dealers et d'acheteurs autour du métro Y. Quand je sors du métro Z ou Y et que les trottoirs sont de vrais trottoirs où l'on peut se déplacer tranquillement, quand je vais acheter Libération au kiosque à journaux et je ne dois pas, pour accéder au vendeur, me faufiler entre Marlboro, Subutex et Vuitton, j'ai beau me raisonner, réfléchir, mobiliser tout ce que j'ai appris depuis que je vis dans la Goutte d'Or, rien n'y fait,

je sens que je suis content, je regarde le bitume apaisé, la foule clairsemée, la légalité régner, et ma poitrine se gonfle d'un sentiment d'apaisement bienvenu. Ce qui veut dire que je ne suis pas indifférent à ces scènes de ventes illicites qui dominent mes itinéraires réguliers et qu'elles doivent me peser plus que je ne le pense, puisque leur disparition provoque un plaisir évident.

En même temps, j'ai honte d'être content. Je sais bien ce que ces flux et ces reflux signifient. Les vendeurs à la sauvette, les dealers, les usagers n'ont pas disparu, leur galère non plus, ils ont poussé ailleurs et rien n'est résolu par ces mouvements saisonniers. Je ne suis pas content parce que leurs

problèmes sont réglés, parce qu'ils sont sortis de la galère, parce qu'ils ont trouvé un logement, un métier, un endroit où se poser. Je suis simplement content parce que je ne les vois plus. Je partage donc ce que je déteste le plus : le rejet et l'égoïsme de tous ceux qui veulent que le quartier soit « nettoyé » et qu'importe dans quel état se trouve la population à la dérive pourvu qu'elle ne pollue plus le paysage. C'est pourquoi j'ai honte d'être content.

Mais comme je ne suis pas content d'avoir honte, que j'ai juste honte d'être content, je pousse la porte du local d'EGO et je reprends lecture et correction des rapports d'activité.

■ Maurice Goldring

La Goutte d'Or d'aujourd'hui et celle de demain

Après l'exposé général des craintes qui ont motivé la création du collectif parisien « Assos en danger* », nous avons demandé à Lydie Quentin, directrice de l'association « les Enfants de la Goutte D'Or », de nous parler des difficultés dans lesquelles se débattent les associations de notre quartier.

« Comme partout en France, les citoyens, salariés ou bénévoles, qui s'y investissent ressentent un certain désengagement de l'État vis-à-vis de la poursuite de leurs objectifs ou même du maintien à minima de ce qui a contribué et contribue encore à améliorer la qualité de vie à la Goutte d'Or. Les tâches administratives consomment de plus en plus de temps et exigent de nouvelles com-

pétences en comptabilité, gestion, ressources humaines... Comment lancer des projets alors qu'une garantie pluriannuelle des financements serait nécessaire pour continuer d'assurer au moins l'existant ?

Dans la pratique, on est condamné à faire de la cavalerie, à jongler perpétuellement entre les multiples possibilités de subventions, sans savoir si elles seront accordées et/ou reconduites d'une année sur l'autre. C'est, par exemple, le cas pour les « aides au poste » bien utiles mais qui n'apportent pas de solution durable à l'emploi associatif. »

Mais que serait aujourd'hui la Goutte d'Or sans les nombreuses associations qui, au fil des années, ont contribué à façonner la personnalité

et la richesse d'un quartier que nous aimons. Les habitants d'origines multiples, se rencontrent, s'entraident, apprennent à se connaître ; les enfants bénéficient d'accompagnement à la scolarité et d'activités diverses ; les adultes peuvent se familiariser avec le français, apprendre à le lire et l'écrire ; ils peuvent bénéficier d'accompagnement social et d'aide à l'insertion professionnelle. Que serait notre quartier sans ses lieux de création et ses manifestations culturelles et festives ?

■ Claude Moynet

*Cf article « Associations en danger » de Johanne ROSIER dans le N° 61 d'Alter EGO, le Journal.

L'Arbre Bleu



Autour de 1980, dans le cadre d'une enquête de santé publique menée par l'association « Santé et Communication » pour la Délégation Départementale de Paris aux Droits de la Femme, un questionnaire a été distribué aux habitants de la Goutte d'Or. L'exploitation des réponses à ce questionnaire, recoupée par les contacts des enquêteurs avec les professionnels de santé et les travailleurs sociaux du quartier, a permis d'identifier 3 attentes essentielles dont la création d'un lieu d'accueil parents-jeunes enfants.

- En 1988, un groupe de professionnels exerçant dans les consultations de Protection Maternelle et Infantile, médecins généralistes, assistantes sociales, pédiatres, s'est constitué en association (loi de 1901), dénommée l'Arbre Bleu.

- En 1991, l'Arbre Bleu a ouvert ses portes au 52 rue Polonceau. Il s'agissait, dès le départ, d'un lieu ouvert de rencontres, parents - enfants de 0 à 4 ans (à l'époque non scolarisables), en présence d'accueillants professionnels. Puisque beaucoup de familles n'ont pas les moyens de partir en vacances, l'accueil reste ouvert toute l'année.

À ce jour, l'association, qui regroupe médecins, psychologues, psychiatres avec quelques habitants, emploie 10 salariés non-membres de l'associa-

tion : une secrétaire, une coordinatrice administrative et 8 professionnels de la petite enfance (éducateurs ou psychologues), dont la directrice.

- Les matins (lundi à vendredi de 9 à 12 heures)

C'est le temps de l'information et de l'accueil ; la coordinatrice et la secrétaire répondent au téléphone et reçoivent particuliers et professionnels sans rendez-vous. Deux fois par mois, elles animent des ateliers thématiques (pâte à sel, peinture, « cinq sens ») pour lesquels les enfants doivent être inscrits d'avance par leurs prénoms et pour lesquels la participation est de 1 à 10 €.

- Les après-midi (lundi à samedi de 14 h 30 à 17 h 30, 18 h 30 le mercredi).

C'est l'accueil pour lequel ce lieu a été conçu ; par roulement, trois salariés reçoivent les enfants de 0 à 4 ans et même les futurs parents. L'accueil est anonyme, les enfants doivent être accompagnés d'au moins un de leurs parents ou d'un adulte référent (assistante maternelle, grands parents). Pour des familles dont l'habitat est le plus souvent exigü, de jeunes enfants qui suivent leurs aînés dans la rue, le local est, à la fois, aire de jeux adaptée à chaque âge, coin détente pour les adultes qui les accompagnent ; on n'a pas oublié une mini-kitchenette pour réchauffer biberons et autres petits pots, une table à langer pour les tout-petits, des toilettes pour les plus grands. Des familles de toutes les origines qui font la richesse de la Goutte d'Or. Se côtoient les enfants, africains, maghrébins, asiatiques européens, le plus souvent accompagnés par la maman qui souvent ne travaille pas, plus rarement par le papa. Les adultes référents ne sont

acceptés que si les parents viennent de temps en temps.

Véritable lieu de retrouvailles (avec l'autre et avec soi-même) l'Arbre Bleu est surtout un lieu de parole et d'échange informels entre parents, enfants, professionnels. Compte tenu des principes de départ, que sont l'anonymat et l'accès libre sans rendez-vous, on ne peut donner que des moyennes statistiques : 12 enfants en moyenne par jour et jusqu'à 30 le mercredi. Le groupe se renouvelle tous les jours, tous les mois, pendant une période certains viennent tous les jours, tous sont heureux et contents.

Ici chacun découvre le plaisir d'être ensemble, développe une curiosité intellectuelle pour la façon dont d'autres réagissent aux colères de leurs enfants, à leurs difficultés pour manger, dormir... Ici, chaque enfant développe sa personnalité, il peut faire confiance à l'avenir et aller vers ce qu'il a envie de devenir. Quelques anciens, devenus jeunes parents viennent avec leurs enfants.

Depuis 2001, lorsque l'enfant atteint l'âge de 4 ans, on propose aux parents de laisser leur adresse pour permettre de les inviter à quelques grands événements de l'Arbre Bleu., comme une réunion annuelle de tous les anciens de plus de 4 ans.

■ Claude Moynot

L'Arbre Bleu
52 rue Polonceau
75018 Paris
Tél/fax : 01 42 59 38 28
arbrebleu@wanadoo.fr

Hommage à Dominique Tardivel



© photos : Annick Tardivel

À Dominique,

En 1991, quand je suis arrivé à la Goutte d'Or, sur la paroisse Saint Bernard de la Chapelle, dans le quartier de la Goutte d'Or, je passais devant le petit local d'EGO (l'ancien). Un jour, j'ai demandé : « C'est quoi EGO : qu'est-ce qu'ils font dans cette association ? ». Quelqu'un m'a dit « va voir le pharmacien Dominique Tardivel, il te renseignera ». J'y suis allé et tu m'as dit de venir à la réunion publique hebdomadaire. J'y suis allé. J'y suis resté, comme bénévole. Peu à peu, j'ai découvert la place que tu occupas dans l'association, comme Président. Mais tu ne faisais pas que présider. Quand 18 mois après, j'ai été élu au Bureau de l'association, j'ai vu comment « tu allais au charbon » : les démarches, les interventions, ton aide quand il y avait une crise (toutes les associations connaissent des crises). J'ai vu combien on pouvait s'appuyer sur toi. Tu avais les épaules larges, au sens propre comme au sens figuré. Dans les premiers temps où je venais à EGO, tu assistais avec Annick, aux réunions hebdomadaires. Puis, quand EGO a grandi, avec une organisation plus importante : direction, secrétariat, animateurs salariés etc..., tu ne venais que

rarement, mais on savait que tu n'étais pas loin. On pouvait toujours compter sur toi quand il y avait un problème important à résoudre. Mais plus largement qu'EGO, avec Annick, tous deux vous aviez dans le quartier de la Goutte d'Or une présence irremplaçable. Faire le choix de garder votre pharmacie dans ce quartier, malgré les cambriolages, les agressions, les tensions qui existaient. Vous avez eu une grande place dans le dispositif de prévention et de soins de ce quartier. Dominique, en passant cinq ans à EGO, tu m'as permis, avec d'autres, de m'insérer dans ce quartier, de mieux le connaître, d'y prendre ma place. Merci pour tout cela. Et là où tu es maintenant, dans la grande famille des « justes » et des « hommes de bien », j'espère que tu es heureux. Continue à marcher aux côtés d'EGO. Que celles et ceux qui font vivre EGO, aujourd'hui, puissent continuer à s'appuyer sur toi.

À Dieu,
Dominique,
fraternellement,

■ Henri COINDE

LES SIGNES D'UNE OVERDOSE AU CRACK OU A LA COCAÏNE

Le cœur

- Accélération dangereuse de son rythme
- Augmentation de la pression du sang dans les vaisseaux (hypertension)
- La muscle du cœur peut être en partie mal irrigué et cesser ainsi de battre (infarctus)
- La personne ressent une douleur intense dans la poitrine, le bras gauche et la mâchoire.

LES POUMONS

- Accélération importante de la respiration.
- Une sensation d'étouffement.

Le cerveau

- Le cerveau peut être également moins bien irrigué : c'est l'accident vasculaire cérébral.

Les signes sont :

- des pupilles dilatées;
- une difficulté à faire bouger certains membres; voir une perte de connaissance brutale
- Enfin le crack et la cocaïne peuvent entraîner des problèmes psychotiques (Paranoïa, hallucinations...)
- Ces troubles peuvent amener une personne à mettre en danger les autres ou elle-même.

LES OVERDOSES

Le crack Freebase

Le crack C'est quoi ?

- C'est de la cocaïne transformée en «cristaux» avec un bicarbonate de soude en de l'ammoniac.
- On l'appelle aussi «Freebase», «galette» ou «cristal».
- Généralement, il est fumé.

Quel que soit le nom que vous lui donnez, sachez qu'il s'agit du même produit.

LES SIGNES D'UNE OVERDOSE AUX OPIACÉS

(Héroïne, Morphine, Stéran...)

Les signes s'achèvent de la manière suivante :

- Transpiration importante
- Pâleur extrême
- Coloration bleutée des lèvres et des ongles
- Insuffisance respiratoire
- Tension très basse
- Perte de conscience progressive
- Épilepsie à l'ox coma

Nouvelles Plaquettes prévention EGO - Crack Overdoses

Ce que vous devez savoir :

L'arrêt de la consommation provoque deux types de réactions :

- **Physiques :** épuisement, troubles du sommeil et de l'appétit, douleurs digestives, tensions musculaires.
- **Psychologiques :** irritabilité, humeur dépressive ou anxiété, rêves obscurs et dérangeants.

Attention !
En cas de overdose, vous pouvez être amené à provoquer d'autres produits tels que l'alcool, les benzodiazépines, certains médicaments... avec le risque de mortelles complications !

LES SIGNES D'UNE OVERDOSE AUX BENZODIAZÉPINES

(Fivoxil, Levamisol, Sérostat, Trabazolol...)

Caractéristiques toxicologiques (agitation ou somnolence suivant le médicament concerné) :

- Insuffisance respiratoire
- Coloration bleutée des lèvres et des ongles
- Amplification cardiaque
- Régulation des pupilles
- Coma

OVERDOSE D'ALCOOL (COMA ÉTHYLIQUE)

Les signes sont les suivants :

- Relâchement des muscles
- Inertie respiratoire
- Coma

Cette plaquette a été réalisée grâce au soutien de la DASES, Mission Prévention Toxicomanes de la Ville de Paris

Cette plaquette a été réalisée grâce au concours de l'équipe et des usagers de l'association EGO

Plaquette réalisée et distribuée par :

Espoir Goutte d'Or
13, rue Saint-Luc
75018 PARIS
Tel : 01 53 89 99 48
Fax : 01 53 89 99 43

Coordonné : sp@ego.asso.fr
Orléane Grangéroux - J. Six

Edition : Décembre 2008

Cette plaquette a été réalisée grâce au soutien de la DASES, Mission Prévention Toxicomanes de la Ville de Paris

Cette plaquette a été réalisée grâce au concours de l'équipe et des usagers de l'association EGO

Plaquette réalisée et distribuée par :

Espoir Goutte d'Or
13, rue Saint-Luc
75018 PARIS
Tel : 01 53 89 99 48
Fax : 01 53 89 99 43

Coordonné : sp@ego.asso.fr
Orléane Grangéroux - J. Six

Edition : Décembre 2008

Les soins

Il n'existe pas de produits de substitution à la cocaïne, cependant, il existe des propositions de soins adaptés.

Si vous souhaitez vous renseigner ou vous soigner, vous pouvez consulter les différents CSAPA (Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie) ou les services d'addictologie rattachés aux hôpitaux.

Les consultations sont gratuites et anonymes.

Espoir Goutte
13, rue Saint-Luc
75018 Paris
Tel. 01 53 89 99 48

Bulletin de soutien

à Espoir Goutte d'Or et/ou à ALTER EGO le journal

Vous pouvez nous envoyer votre don, afin de soutenir la revue ALTER EGO Le Journal et/ou la lutte contre l'exclusion menée par l'association Espoir Goutte d'Or.

>> **Je désire m'abonner à ALTER EGO, Le Journal (abonnement d'un an)**

- o 4 € pour les particuliers (soit 1 € le numéro).
- o 8 € pour les professionnels (soit 2 € le numéro).
- o un don de € pour un abonnement de soutien (libre participation).

>> **Je désire adhérer à l'association Espoir Goutte d'Or pour 2009**

- o 10 euros
- o 1 euros pour les usagers
- o un don de €

Nom : Prénom :

Association : Fonction :

Adresse : Code postal :

Ville :

Merci de compléter et de renvoyer ce bon, accompagné de votre don à l'adresse suivante : **Espoir Goutte d'Or. 13 rue Saint-Luc 75018 Paris.**